



FO dénonce la nouvelle ponction de l'Etat pour le financement de France travail

Dans un projet d'arrêté, l'Etat prévoit de piocher à nouveau dans les caisses de l'Unedic pour financer son projet « pharaonique » France Travail et met à mal la caisse d'assurance chômage.

L'Unedic qui venait à peine d'amortir le choc lié à la crise Covid se retrouve dans une impasse avec une nouvelle ponction de l'Etat de 12 milliards d'euros entre 2023 et 2026. Le régime qui venait tout juste d'entamer son désendettement, et qui est toujours lourdement endetté, n'a pas actuellement la capacité de financer ce prélèvement, et va ainsi être contraint d'emprunter sur les marchés. Ce recours à l'emprunt va lui coûter 800 millions d'euros.

FO dénonce ce racket organisé de l'Etat pour financer son projet de « super structure » France travail.

FO a toujours été opposée à ce projet inopportun, coûteux et destructeur du service public national pour l'emploi !

A nouveau, c'est tout le système d'assurance chômage que l'exécutif met ici et en péril !

Contact :

Michel BEAUGAS
Secrétaire confédéral

**Secteur de l'Emploi
Et des Retraites**

✉ mbeaugas@force-ouvriere.fr
☎ 01.40.52.84.07

Paris, le 15 décembre 2023



Communiqué de presse